N° 122 — 14e Année | CINQ CENTIMES LE NUMERO | (12 Floréal, An 110) | Vendredi 2 Mai 1902

RÉDACTION :
ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon)
TOURCOING, rue VERTE, 53

Siège administratif
Rue Nationale, 51, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 5 francs. — Un an, 20 francs.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES :

ANNONCES	0 fr. 25	la ligne
RÉCLAMES	0 fr. 50	—
FAITS DIVERS	0 fr. 75	—
LOCALES	1 fr. 00	—

Les annonces seront reçues **aux bureaux du journal**, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

Téléphone

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING
publiera prochainement
UN NOUVEAU FEUILLETON

Comédies politiques

Le mot et la chose

...Et M Bergeret, montrant du doigt à M. Goubin, son élève préféré, un placard jaune parmi les professions de foi, dont la muraille était bariolée.

— Celui-ci, dit-il, est l'un des candidats entre lesquels nous aurons à opter, au jour prochain où chaque citoyen, jetant dans une boite vermoulue un petit carré de papier plié en quatre, confiera à un homme, qu'il connait peu ou ne connait point, sa part de souveraineté. Les conséquences de ce geste sont considérables. Il importe que vous les pesiez, afin que votre choix soit libre. Vous avez, par l'étude des belles lettres, élargi votre cœur et orné votre esprit ; n'imitez point la multitude moutonnière, qui suit les meneurs, sans même s'enquérir d'où ils viennent et où ils la veulent conduire. Lisez donc et jugez.

M. Goubin, qui était myope, assujettit ses bésicles, et s'efforça de démêler l'amphigouri de cet écrit barbare.

Ayant achevé : Ma foi, dit-il, voilà un bon candidat, à qui il ne me semble point que je doive refuser mon suffrage. Il se dit républicain progressiste, et il faut bien l'en croire, puisqu'il revendique toutes les libertés. Voyez, c'est par le mot de liberté que commencent tous les paragraphes de sa déclaration : liberté de conscience, liberté d'enseignement, liberté d'association, liberté du travail, liberté politique, aucune n'est omise. Il se déclare prêt à les défendre ou les établir toutes. Républicain, il n'est ni jacobin ni sectaire, et c'est par où il me plait.

M. Bergeret sourit ; puis, reprenant sa marche et s'appuyant au bras de son élève,

— Vous ignorez, M. Goubin, que les mots ont pris, dans le jargon politique, un sens tout opposé à celui qu'avait consacré l'usage. Pour apprécier l'étoffe, il faut prendre le contre-poil. L'adjectif républicain sert aujourd'hui d'épithète à tous ceux qui conspirent à ruiner la République. Par progrès, c'est recul qu'il faut entendre.

— Mais, objecta M. Goubin, M. Jules Lemaitre, qui, chaque jeudi, à l'Académie, travaille à rédiger le Dictionnaire, emploie-t-il lui aussi les mots à contresens ?

— Il est le principal auteur de cette perversion. N'est-il point le parrain de la Ligue de la Patrie française ? C'est lui qui apprit aux Dausset, aux Syveton, à tous ces coureurs de dot, à faire miroiter, pour fasciner les électeurs, ce mot de liberté, dont tout à l'heure je vous voyais ébloui.

Liberté de conscience ? A l'appel des moines, toutes les dévotes sont parties en campagne, ont fait des quêtes, rempli leurs aumonières. L'argent recueilli est dépensé à acheter les consciences, ce qui n'est point, sans donte, en reconnaître la liberté. Cependant les maris applaudissent à M. Drumont qui demande des fagots pour rôtir les Juifs, et à M. Thiébaut, qui les excite à découdre les protestants. M. Jules Lemaitre, qu'ondirait atteint du délire de persécution, a juré la mort des francs-maçons. Et chaque dimanche, dans la chaire de charité, on me rapporte que le prêtre ou le moine prend pour texte de son sermon non point une parole du Christ, mais cet article du *Syllabus* dans lequel l'infaillible Pie IX criait : « Anathème à ceux qui croient qu'il est libre à chaque homme d'embrasser et professer la religion qu'il a réputée vraie à la lumière de sa raison. »

Ainsi en est-il pour la liberté d'enseignement. L'enseignement de la verité est, dans les écoles, les lycées et les facultés, embarrassé d'entraves par la routine et la peur. L'enseignement de l'erreur n'a pas de frein, dans les maisons d'éducation si justement appelées libres. Vous souvient-il de cette circulaire, par laquelle notre Grand Maitre arrêtait l'enseignement de l'histoire, dans la classe de philosophie, à l'année 1875 ? Il fut obéi. Les bienfaits de la République ne furent plus exposés. Cependant, les bons Pères apprennent à leurs élèves que le capitaine Dreyfus est un traitre, et que le colonel Marchand, ayant éteint un incendie à Pékin, a été marqué par Dieu pour tirer la France de cet abîme de misère et d'iniquité. Nos instituteurs ont brevets et certificats, nos professeurs sont licenciés, agrégés, docteurs. A ceux dont des plaisants prétendent que la concurrence est profitable à l'Université, il suffit de se faire tonsurer et de vêtir la soutane, ce qui coûte moins de temps et de peine. Quelle liberté réclament-ils encore, si ce n'est celle de restaurer à tout degré et en tout lieu l'enseignement confessionnel.

Ne vous laissez pas leurrer davantage à cet autre mot de liberté d'association. La République est plus longanime à l'endroit des congrégations romaines que la monarchie. Les moines oppriment le clergé. Le temps est loin, où, sous le plus absolu des rois, Bossuet défendait les droits de l'Eglise gallicane. Le curé n'est point maître dans son église. La chaire ne lui appartient plus. Elle est au jésuite ou au dominicain. Le Concordat est lettre-morte. Le même prêtre qui, la messe achevée, chante le *Domine, salvam fac rem publicam* fait des neuvaines pour le succès des candidats nationalistes. Il menace ses ouailles de nouvelles plaies d'Egypte, si le ministère Waldeck-Rousseau n'est point renversé. La liberté que les républicains nouveau-style réclament pour les religieux qui ont fait vœu de pauvreté est celle de ne point payer l'impôt. Ne serait-il pas juste de taxer au double de l'ouvrier ces moines de tout froc, qui n'ont qu'à prier, point de femme à nourrir ni d'enfants à élever ?

Par liberté du travail, considérez encore qu'il faut entendre la dissolution des syndicats ; libre aux riches d'accroître leur luxe ; défense aux pauvres d'exiger le pain auquel tout homme a droit. De quelles libertés politiques ne jouissons nous pas ? Chacun peut exprimer son opinion par un bulletin de vote. M. Drumont peut, dans la *Libre Parole*, prêcher l'extermination des Juifs. Dans les réunions, les partisans de M. Déroulède insultent impunément M. Loubet. Sous les ministères de M. Méline et de M. Dupuy, les petits élèves des Jésuites et les bouchers de la Villette pouvaient même jouer de la matraque. M. Waldeck-Rousseau ne le permet point. Mais Marianne est si bonne fille que le jour reviendra où ces honnêtes gens pourront «décerveler» les mauvais citoyens.

M. Goubin, qui avait écouté avec attention ce long discours, admirant que M. Bergeret se fût plus animé qu'à son ordinaire, demanda :

— En qui puis-je donc placer ma confiance et pour qui dois-je voter ?

M. Bergeret réfléchit un instant, en s'épongeant le front, puis,

— Pour moi, dit-il, je préférerai, entre tous ces candidats, celui qui m'aura le moins parlé de République et de liberté, me disant que n'abusant pas du mot, c'est, sans doute, qu'il respecte la chose.

Un petit Contribuable.

LA VICTOIRE

Voici en quels termes s'exprime encore aujourd'hui le *Temps*, dont tout le monde reconnait la sûreté des informations :

C'est une piètre ressource qui reste aux nationalistes et aux réactionnaires d'ergoter sur les résultats du premier tour de scrutin. Nous aurions voulu nous abstenir de ces chicanes. On nous y mêle de force.

Les journaux nationalistes et réactionnaires — bien excusables de vouloir pallier leurs défaites — avaient, tout d'abord, publié des statistiques triomphales. Ensuite, ils ont discuté les statistiques contraires, qui semblaient communiquées par des agences officielles ou officieuses. Entre ces deux manières de «solliciter» les chiffres, l'opposition, plus résignée maintenant, nous fait le grand honneur d'emprunter nos propres calculs. Elle reconnaît, par cela même, l'indépendance et l'impartialité de notre dénombrement, qui est un travail personnel.

Pourquoi donc — lorsque nous l'avons moins sévèrement traitée que les agences officieuses ou les communications officielles — pourquoi l'opposition nous oblige-t-elle à lui répéter qu'elle est battue, on ne peut mieux battue, que le premier tour de scrutin a brisé son effort et que le ballottage précipitera sa déroute ?

Comme l'opposition se flattait de provoquer contre le cabinet Waldeck-Rousseau un courant assez fort pour ébranler la République, elle a produit ce résultat que la fidélité du suffrage universel à la République s'est traduite par **l'accroissement, désormais certain, de la majorité qui soutenait le ministère.**

On dit...

Le prix du poisson à Paris. — Le vendredi dit Saint, le poisson n'a pas dépassé un cours très abordable. Les soles, le maquereau et la carpe ont subi une légère majoration.

⁂

Le sémaphore d'un journal à Buenos-Ayres. — L'hôtel de la *Prensa* est surmonté d'une tour de 70 mètres avec un phare. Les feux indiquent les événements suivant la couleur. Une victoire anglaise est signalée par un feu jaune, une victoire boer par un feu vert.

AU JOUR LE JOUR

Statistiques de fantaisie

La *Dépêche* se plait à critiquer les statistiques de ses adversaires. Celle que nous avons publiée hier, faite de bonne foi, provoque ses railleries.

Mais, de son côté, pour ne point s'exposer à des rectifications trop faciles, elle se contente de donner des résultats d'ensemble, c'est-à-dire des chiffres, sans publier les noms des élus qu'elle classe ainsi, suivant les besoins de sa cause, sous des couleurs qu'ils s'étonneraient de porter.

« Sur 413 sièges pourvus, dit-elle, les ministériels en comprenant parmi eux M. Doumer, les socialistes-révolutionnaires, les douteux tels que MM. Delombre, Fernand Brun, Gérald, Babaud, Dupuy, Vallée, Deshayes, La Battut, Clément qui ont voté en moyenne une fois sur deux contre le cabinet, **en occupent 211.** L'opposition irréductible **en occupe 202** ».

Vous admettrez qu'il est difficile de discuter des chiffres ainsi présentés. La *Dépêche*, contrairement à ce que nous n'avons pas craint de faire, se garde soigneusement de donner une nomenclature précise et complète des élus qu'elle distingue et dénombre arbitrairement.

Mais, pour démontrer combien sont peu fondés les chiffres qu'elle donne de la sorte, il n'est besoin que de la contrôler par elle-même.

Après avoir ainsi délimité les forces des deux partis, et précisé que **211 voix ministérielles** s'opposent à **202 voix antiministérielles**, elle ajoute quelques lignes plus loin.

« Après le premier tour, il y a 35 conserteurs, 51 libéraux, 25 nationalistes, 126 progressistes dont 89 antiministériels et 37 ministériels, 112 radicaux, 39 radicaux socialistes, 19 socialistes et socialistes-révolutionnaires. »

Soit un total de **200** députés antiministériels et **207** ministériels sans y comprendre les socialistes révolutionnaires et **213** en les y comprenant.

De sorte qu'à dix lignes de distance ses propres chiffres ne concordent plus.

Mais elle laisse échapper un peu plus bas un demi-aveu très éloquent pour ceux qui savent lire.

« Ce qui démontre, écrit-elle, *plus vigoureusement encore que les résultats du premier tour* la puissance du sentiment de réprobation que la politique ministérielle a provoqué dans le pays, *c'est l'examen du ballottage.* »

Et elle se lance dans un examen ébouriffant de ce scrutin de ballottage en qui réside maintenant toutes ses espérances.

La coalition devait tout emporter du premier coup. Le pays était à ce point indigné contre le ministère qu'il n resterait plus rien des ministériels, radicaux, démocrates ou socialistes après le premier contact avec les électeurs.

Où est-il cet écrasement ? Où cette irrésistible poussée de réprobation ?

Voilà que la *Dépêche*, pour tromper la faim de ses lecteurs, leur annonce que l'exécution est remise au ballottage.

Mais que leur dira-t-elle, ô mon Dieu après le 11 mai ?

⁂

Volte-face.

Mais voici du nouveau. La *Dépêche* affirme que dans la question des retraites ouvrières « le principe de l'obligation est nécessaire non seulement pour les patrons, mais aussi pour les ouvriers ».

Si cette affirmation n'est pas une simple « galéjade » électorale, elle est à coup sûr, l'indice d'une conversion bien inattendue !

Le principe de l'obligation, soutenu à la Chambre par tous les républicains radicaux et socialistes indépendants, fut combattue avec acharnement par tous les mélinistes et les réactionnaires amis de la *Dépêche*.

Ce fut, contre le projet du gouvernement et de la commission, le grand argument employé.

« Eh ! quoi, disait on, vous attentez à la liberté de mourir de faim : à la liberté d'aller mendier et vous croyez que nous allons vous laisser faire. Non, non. Vive la liberté quand même. »

Tous les libérâtres de la Chambre frémissaient d'horreur à la pensée de cet attentat sacrilège contre la liberté qu'a un vieillard de crever au bord d'un fossé faute de ressources.

Tous les chrétiens se révoltaient contre cette idée qu'on allait arracher des clients à leur « charité » et soustraire des mendiants à cette humiliation du morceau de pain passé par l'entrebaillement de la porte.

Et voilà qu'aujourd'hui ce n'est plus ça du tout. Nous ne demandons pas mieux, certes, mais, sapristi, qui se serait attendu à cette volte face ?

⁂

Les Anglais prient pour eux

Ah ! voilà bien pourquoi nos bons cléricaux sont si certains de la victoire! Cela paraissait étrange après la « pelle » qu'ils ont ramassée au premier tour de scrutin, mais depuis que nous savons qu'ils ont pour eux les prières des Anglais, nous comprenons qu'il y a dans leur affaire un élément de victoire irrésistible.

C'est la *Vérité Française* qui nous apprend cela en reproduisant une lettre du cardinal Vaughan, archevêque de Westminster, adressée à son clergé. La voici :

Monsieur le curé,

Vous voudrez bien recommander aux prières de vos paroissiens les intérêts de l'Eglise catholique en France. Les élections auront lieu dans ce pays le 27 avril, et, comme la cause de la liberté et de la religion dépendra de leurs résultats, nous ne pouvons y rester indifférents.

L'Eglise catholique en Angleterre, à toutes les époques de son histoire, depuis les premiers origines jusqu'au jour présent, a eu de si intimes rapports avec l'Eglise de France, toujours ferme dans sa foi et inépuisable dans sa charité que les catholiques de notre pays seront heureux d'unir leurs prières à celles de leurs frères de France, à l'occasion de la crise présente.

Recommandez donc, dimanche prochain, ce grand intérêt aux prières des fidèles. Vous pourrez, si vous le jugez à propos, exposer le saint-sacrement pendant cette journée.

HERBERT, cardinal VAUGHAN.

Leurs « frères d'Angleterre » prient pour eux ! Tiens, tiens, ils ont donc des frères à l'étranger ces patriotes...

Mais, comment voulez-vous après cela, que nous puissions lutter contre nos adversaires. Il y aurait de quoi décourager les plus audacieux.

Ce qui me chagrine, pour nos cléricaux, c'est que ce bon cardinal Vaughan prie depuis 3 ans pour les soldats anglais du Transvaal, ce qui ne les empêche point de se faire battre régulièrement.

Mais il est quand même entendu que le Seigneur est contre eux comme il est contre nous.

⁂

Ce qu'il reste à faire

C'est à la *Croix du Nord* que j'emprunte cette citation en prévenant les jeunes filles qu'elles peuvent lire sans crainte:

« C'est un sacrifice d'argent. De grosses sommes ont été dépensées pour le premier tour de scrutin. Il en faut **encore de grosses** pour le second.

« Nous ouvrons donc de nouveau la souscription électorale, suppliant nos lecteurs de s'y montrer comme toujours généreux.

« Donnons, chers lecteurs, donnons sans compter. (En effet, ce n'est pas l'affaire des donateurs de compter, c'est l'affaire de la *Croix du Nord*. Et personne ne sait mieux leur en conter que cette feuille crucifère.)

» La France nous bénira de notre générosité.

» Dieu nous en récompensera. »

Voilà. On n'a payé Dieu assez cher. Aussi il n'a pas marché. Ah ! mais, c'est qu'il ne se mette pas en branle pour rien et ni ses Saints non plus.

Aussi, il faut repasser au guichet où contre votre belle galette, on vous remettra des « rentes sur le ciel. »

Maintenant, il est bien certain que toutes ces « grosses sommes » dont parle la *Croix du Nord* ne sont jamais employées à acheter des voix ou à corrompre des électeurs.

Oh ! non ! Au contraire.

JEAN DU NORD.

FÉMINISME

Que font les dieux ?

Les dieux sont en baisse. Après tant de messes dites et pieusement écoutées, de prières murmurées avec onction, de génuflexions, d'imprécations contre les francs-maçons, suppôts de Satan, destructeurs de la morale, et les anathèmes lancés aux juifs, aux protestants et libres penseurs, après les quêtes fructueuses des élégantes et pieuses catholiques, après les flots de bière, de vin et d'alcool généreusement versés aux électeurs, des députés de toutes nuances depuis le rouge sombre jusqu'au rose attiédi par les compromissions de conscience ont été élus.

Combien les prêtres, occupés des mystères du culte, de la propagation de la foi et des biens temporels, doivent être surpris d'un résultat si peu en rapport avec la puissance de leurs efforts.

Ces ennemis du progrès et de la liberté travaillent sans repos ni trêve ; leur œuvre souterraine jamais ne chôme.

Hommes, femmes, enfants, financiers et prolétaires, intellectuels et ignorants sont de bonne prise.

Sans cesse leurs forces augmentent, et de leurs places fortes, couvents regorgeant de célibataires rendus à discrétion, les chefs lancent leurs affiliés dans le monde ; ils pénètrent dans les familles et pour toujours impriment le sceau de la servitude sur les faibles et les dociles.

Ils savent surtout comprendre les femmes, les diriger, les faire agir. Ils connaissent l'influence de l'habitude et chaque jour les rites, les mots, les pensées inculqués jettent dans le grand troupeau celles qui ont quelque tendance au mysticisme.

Ils ont pour eux l'argent, la femme, l'enfant et l'homme asservi par l'éducation première.

Dans les écoles de l'Etat même, parmi les membres de l'enseignement primaire et secondaire, combien d'hommes et de femmes émargeant au budget de l'Instruction publique restent attachés au grand ennemi du progrès, au cléricalisme. Combien encore volontiers feraient, s'ils l'osaient, l'apologie des sectaires et nous ramèneraient, corde au cou, au bûcher fraternel de la Très Sainte Inquisition.

Non point que ces personnalités tièdes, pâles et indécises aient une foi sérieuse, si leur foi était profonde, elles ne mangeraient pas le pain de l'ennemi, mais parce que l'habitude, la routine, le bon genre surtout, veulent que l'on fasse ce que d'autres font, que l'on s'aplatisse là où d'autres s'aplatissent et qu'il est très pénible d'user de sa raison et de se conduire soi-même.

Malgré tant d'alliés, les cléricaux n'ont pas emporté la place et le ballottage donnera de nouvelles déceptions à ces républicains pleins de sentiments hostiles au régime libéral.

Les soutiens de la morale Evangélique, prêchant les vertus de l'abnégation en sortant d'un douillet équipage, entourés de domestiques ; les dames aux toilettes de haut prix, aux diamants princiers sont ils assez inconsequents en se posant en disciples du grand démocrate, du pur socialiste qu'était le Christ ?

Rendons leur justice, les ambitieux sectaires ne croient à rien, pas plus à la solidarité qu'au pouvoir divin échu à leurs bergers, sans cela prendraient-ils tant de peine pour conserver leur pouvoir ? Ils s'en rapporteraient simplement à la justice divine.

Si les libéraux de toutes nuances le voulaient, leurs forces seraient énormes, puisqu'ils résistent étant ainsi sapés. Mais tout en ayant pour eux la raison, la justice, le progrès, ils ont négligé de s'assurer le concours des femmes, et aujourd'hui, ils doivent doublement lutter.

La femme libérale n'existe presque plus dans les villes de province, elle est devenue une anomalie, mise en quarantaine par le monde bien pensant, souvent calomniée et toujours bafouée.

La femme cléricale monte sur la brèche, repousse le progrès, lutte pour l'écrasement des libertés conquises, tandis qu'indifférente et passive la femme déçue des croyances de son enfance déplore sans agir l'état social actuel.

Malgré tant d'ennemis, malgré les efforts des réactionnaires, malgré toutes les volontés réunies des affiliés de la terre et du ciel, le résultat des élections laisse pensif. Si les libéraux voulaient, comme s'affirmerait le mouvement des idées, si, au lieu de faire l'ombre et le silence sur la question cléricale, ils lançaient vaillamment leurs femmes et leurs filles dans la lutte en leur apprenant la vie réelle et les dangers de l'erreur. Quelle force, quelle puissance pourraient les arrêter ?

Mais l'habitude du servage de la femme domine encore.

Néanmoins, le vent du progrès souffle, l'ère de vie, de liberté, d'égalité se lève et si peu nombreuses soient-elles, les ouvrières de la première heure ne ne lasseront pas de montrer combien la femme asservie au cléricalisme est l'esclave du passé, combien elle laisse de précieuses facultés improductives par le coupable abandon de sa raison, de sa volonté au prêtre.

Ce n'est pas en attendant sous l'orme et en se lamentant sur les misères humaines que nous détruirons les préjugés et les vices.

C'est au contraire en agissant, en propageant les grands principes de la solidarité que nous vaincrons l'erreur, que nous détruirons le paupérisme et que nous éloignerons les faibles du passé sombre et sanglant d'une Eglise qui méconnait la fraternité et la vérité.

Paul GRENDEL.

LES ÉLECTIONS CONTESTÉES

(De notre correspondant particulier).

Paris, 30 avril. — Bien que le résultat officiel des élections n'ait pas encore été proclamé par la Commission de recensement, plusieurs de ces élections sont déjà contestées.

Ces protestations sont formulées notamment contre celle de M. Schneider qui a battu de cent et quelques voix à Belfort le député sortant M. Vielard, contre celle de M. Caillaux, qui cependant l'a emporté de plus de 2,000 voix à Mamers sur son concurrent, M. Senart, et contre celle de M. Sarrazin, élu à Sarlat avec 300 voix de majorité sur celle de M. Molene.

On conteste également l'élection de M. Raymond Leygue à Toulouse, et celle de M. Senac à Castelsarrazin.

Ce n'est là qu'un commencement. Dans beaucoup d'autres circonscriptions, les candidats battus s'occupent de réunir des protestations contre l'élection de leur adversaire et de relever des faits de pression ou de corruption électorale. Il est certain que dès maintenant le nombre des élections contestées sera cette fois assez considérable et que la validation des pouvoirs sera particulièrement laborieuse.

T. H.

LA QUESTION DES SUCRES

Comme le disait, avec grande raison, M. le député Ermant, dans le vœu présenté au Conseil général de l'Aisne, n'est-il pas naturel que l'industrie sucrière, qui produit une denrée de première nécessité, ne recevant plus de primes, se trouve dans les mêmes conditions que toutes les autres industries produisant des denrées alimentaires ?

Et il ajoutait avec non moins de raison : « La disparition de la culture de la betterave à sucre ou son amoindrissement, auraient pour effet de diminuer considerablement la valeur de la terre en France, la production du ble et l'élevage du betail, et causeraient dans toute l'agriculture une crise dont l'importance ne peut même pas être chiffrée ; mais ce qui est indéniable, c'est que cet état de choses aurait sur les salaires des ouvriers des champs et des usines une douloureuse repercussion ».

Cette répercussion a été parfaitement établie par M. Mazuriez dans le rapport qu'il a présenté au Conseil général de l'Aisne sur le vœu de M. Ermant. Dans ce rapport, il fait ressortir avec force qu'aucune autre culture ne peut remplacer la culture de la betterave ; c'est ce que savent tous ceux qui ne se laissent pas égarer par la passion. Il démontre encore que le seul moyen de rétablir l'égalité entre la France et les autres pays de production consiste dans la réduction de l'impôt, non pas du montant des primes antérieures, ce qui ne serait pas un abaissement réel, — mais dans des proportions beaucoup plus considérables.

C'est qu'en effet la convention de Bruxelles a supprimé, à notre détriment l'égalité péniblement établie.

Que les primes soient supprimées pour tous, que l'impôt de consommation soit le même en dedans comme en dehors de nos frontières, la sucrerie française, comme le dit très bien M. Mazuriez, n'en restera pas moins, à raison de conditions économiques défavorables, en état d'infériorité marquée vis-à-vis de ses rivales. On doit donc prendre les mesures nécessaires pour remplacer complètement les débouchés extérieurs qui nous seront désormais fermés, par des débouchés intérieurs. **Il faut que la France absorbe toute sa production sucrière. elle n'y arrivera que le jour où l'impôt n'arrêtera plus ni la consommation ni l'emploi du sucre dans les industries alimentaires. L'idéal serait la suppression absolue de la taxe;** en attendant cette solution, la réduction de celle-ci s'impose au taux qui va être rétabli en Allemagne, c'est-à-dire à 20 fr. par 100 kilogrammes. Toute autre résolution ne saurait atteindre le but que l'on poursuit.

Henry SAGNIER,
Rédacteur en chef du *Journal de l'Agriculture.*

Les Elections et le Ministère

Une interview avec M. Waldeck-Rousseau. — Prévisions réalisées — La nouvelle Chambre. — Les intentions du président du conseil

Le *Neus Wiener Tagblatt* publie le compte rendu d'une conversation très intéressante avec M. Waldeck-Rousseau au sujet des élections législatives. Ce compte rendu porte la signature d'un membre de la Chambre française, M. Emmanuel Arène.

Il parait que M. Waldeck-Rousseau avait prédit, avec une précision surprenante, le résultat des élections législatives. M. Arène a donc commencé par le complimenter sur l'exactitude de ses prévisions. M. Waldeck-Rousseau s'est déclaré très satisfait, tant en sa qualité de président du conseil qu'en celle de prophète. Il a ajouté : « Je ne me suis pas trompé de beaucoup, mais je tiens à ce que vous compreniez pourquoi je n'ai pas lieu de m'en faire autrement gloire. Pour formuler un jugement exact, il faut regarder le pays, non pas simplement de façon superficielle, comme le fait un novice en politique, mais bien avec une grande attention et en approfondissant les choses. En réalité, tout était calme en dépit d'une factice agitation de surface. Malgré la campagne énergique qui a abouti aux coalitions les plus extravagantes qui se joient jamais formées contre un ministère, on n'est pas parvenu à créer un courant hostile dans la grande masse des électeurs ».

D'après M. Waldeck-Rousseau, la majorité républicaine, dans la nouvelle Chambre, comprendra presque les mêmes éléments que dans l'ancienne, avec une augmentation d'environ vingt voix. Interrogé sur son intention de se retirer, le président du conseil a répondu : « Il est certain que je serais resté si le résultat des élections avait été d'un caractère douteux.

» Il aurait été alors nécessaire de continuer la lutte. Heureusement, cette nécessité n'existe plus ; les élections ont pris une tournure favorable. L'assaut de l'ennemi a été repoussé. »

M. Waldeck-Rousseau, souriant, a mis fin à la conversation par cette remarque caractéristique : « Sans vous dire ce que je compte faire, je puis affirmer que je me sens beaucoup plus à l'aise quant aux résolutions que je pourrai prendre. »

APRES LE SCRUTIN

La répartition des suffrages

D'après les résultats officiels du premier tour de scrutin, voici le tableau complet des suffrages obtenus par les candidats des divers partis politiques qui se sont présentés aux électeurs.

Les suffrages recueillis, dans toute la France, par les candidats d'Union républicaine sont les suivants :

Socialistes	717.839
Radicaux socialistes	715.690
Radicaux	1.734.790
Républicains	2.029.874
Au total	5.198.193 voix

L'opposition a obtenu le nombre de voix que voici :

Socialistes guesdistes et dissidents	154.738
Républicains prog.	1.103.576
Nationalistes	1.160.624
Réactionnaires	943.960
Au total	3.362.895 voix

Il ressort de ces chiffres que les candidats d'Union républicaine, c'est-à-dire **les ministériels**, ont obtenu **1.835.298 suffrages de plus que les candidats de l'opposition.**

La Seine

Nous avons établi le même travail pour le département de la Seine. Il donne pour les candidats d'Union républicaine les résultats que voici :

Socialistes	184.330
Radicaux socialistes	107.477
Radicaux	29.933
Républicains	16.031
Au total	337.771 voix

Voici, maintenant, les chiffres pour les candidats de l'opposition :

Socialistes guesdistes	10.964
Républicains progr	31.809
Nationalistes	246.913
Réactionnaires	29.172
Au total	318.858 voix

Soit un écart de 18.913 voix dans le département de la Seine, **en faveur des candidats d'Union républicaine**, autrement dit des **ministériels.**

LES DÉSISTEMENTS

A Paris

3e arrondissement. — Contrairement à ce qui a été annoncé, il est inexact que M. J.-B. Morin, candidat au premier tour de scrutin dans le troisième arrondissement, maintienne sa candidature pour le ballottage.

M. J.-B. Morin vient, au contraire, d'inviter ses électeurs à reporter leurs suffrages sur le candidat le plus favorisé, M. Louis Puech, député sortant.

De cette lettre de désistement, nous extrayons le passage suivant :

M. Dausset est donc, à l'heure actuelle, le seul ennemi que les vrais et sincères républicains ont à combattre.

C'est contre lui, et lui seul, qu'ils doivent porter tous leurs coups.

Ajoutons que M. Champy, candidat socialiste dans le troisième arrondissement, s'est également désisté pour M. Louis Puech.

4e arrondissement. — Dans le quatrième arrondissement, M. John Labusquière, socialiste, se desiste en faveur de M. Gabrielle Deville, socialiste.

12e arrondissement. — M. Moutiez, candidat socialiste indépendant, qui se présentait dans la première circonscription du douzième arrondissement contre M. Millerand, s'est rendu ce soir à la séance du comité qui soutient la candidature du ministre du commerce.

Il a remis son désistement écrit et a déclaré qu'il s'engageait à faire campagne en faveur de la candidature de M. Millerand.

13e arrondissement. — Dans la première cir-